



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Règlement de la consultation

Pouvoir adjudicateur

Agence de l'eau Rhin-Meuse

Adresse : Chemin du Longeau BP 30019 57160 ROZERIEULLES

Téléphone : +33387344700

Télécopie : +33387604985

Objet de la consultation

Gestion et suivi de la maintenance de l'Eco'Parc de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse

Date limite de remise des offres

Mardi 2 décembre 2025 à 8h00

Sommaire

1. Objet du marché.....	3
1.1 Forme du marché.....	3
1.2 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution.....	3
1.3 Conditions particulières d'exécution du marché : Insertion par l'activité économique.....	3
1.4 Nomenclature communautaire pertinente.....	4
2. Organisation de la consultation.....	4
2.1 Procédure de passation.....	4
2.2 Dispositions relatives aux groupements.....	4
2.3 Variantes.....	4
2.4 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	5
2.5 Modification de détail des documents de la consultation.....	5
2.6 Délai de validité des offres.....	5
2.7 Visite des lieux d'exécution du marché.....	5
3. Contenu du dossier de consultation.....	5
4. Retrait du dossier de consultation.....	5
5. Présentation des candidatures et des offres.....	6
5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures.....	6
5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre.....	8
6. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché.....	9
6.1 Jugement des candidatures.....	9
6.2 Jugement des offres.....	9
6.3 Attribution du marché.....	11
7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres.....	12
8. Renseignements complémentaires.....	13

1. Objet du marché

La consultation a pour objet la **Gestion et le suivi de la maintenance de l'Eco'Parc de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse.**

Lieu d'exécution des prestations : Agence de l'eau Rhin-Meuse (57160 Rozérieulles).

1.1 Forme du marché

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots.

Les prestations donneront lieu à un marché unique, à prix forfaitaires.

Les raisons du non allotissement de la consultation sont les suivantes : *allotir risque de rendre techniquement ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.*

Certaines prestations décrites au CCTP feront l'objet d'un fractionnement en bons de commande et seront réglées par application de prix unitaires dont le détail est indiqué dans le bordereau des prix ou qui seront déterminés par devis ultérieur (prestations supplémentaires et fournitures d'un montant supérieur à 200 € HT nécessaires à la réalisation des missions relevant de la partie forfaitaire).

1.2 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

La durée du marché, les modalités de reconduction et les délais d'exécution figurent au CCAP n° 25MA42039.

1.3 Conditions particulières d'exécution du marché : Insertion par l'activité économique

L'Agence de l'eau Rhin Meuse, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le présent marché, une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire du marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion sont précisées au CCAP.

L'Agence de l'eau Rhin-Meuse a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion décrit au CCAP.

Les candidats désireux d'obtenir des informations peuvent ainsi prendre contact avec :

ELIPS

-Entreprise Lorraine d'Insertion et de Prestations Spécialisées-

11 Rue du Stade 57 270 UCKANGE

Tel : 03 82 91 17 37

Stéphanie JACOB – 07 86 57 07 77

sjacob@elips57.fr

ATTENTION

**LES CANDIDATS NE SONT PAS AUTORISÉS À FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RÉSERVES SUR LA CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.
UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS À CETTE CONDITION D'EXÉCUTION SERA DÉCLARÉE NON-CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CAHIER DES CHARGES.**

1.4 Nomenclature communautaire pertinente

La référence aux nomenclatures européennes (CPC / CPV) associées à la présente consultation est la suivante :

Nomenclature	Code et libellé
CPV	50000000-5 – Services de réparation et d'entretien
CPV	71621000-7 – Services d'analyse technique ou services de conseil
CPV	50324200-4 - Services de maintenance préventive

2. Organisation de la consultation

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'**appel d'offres ouvert** en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.
Si le marché est attribué à un groupement conjoint, le mandataire conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☒ Oui

☐ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ Oui

☐ Non

2.3 Variantes

Il n'y a pas de variante prévue dans la consultation.

La proposition de variante libre n'est pas autorisée.

2.4 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas prévu de PSE.

2.5 Modification de détail des documents de la consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail aux documents de la consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base des documents modifiés sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude des documents de la consultation par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise de l'offre.

2.7 Visite des lieux d'exécution du marché

Les candidats devront **obligatoirement procéder à une visite des lieux** d'exécution du marché.

Les visites se dérouleront sur le site de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, **sur rendez-vous, du 17 au 21 novembre 2025**, après inscription obligatoire au 03.87.34.47.00 (Standard AERM). **Les visites ne pourront plus se tenir au-delà de cette période.**

À l'issue de cette visite obligatoire, une attestation de passage sera délivrée aux candidats. **Cette attestation devra nécessairement être jointe à l'offre.**

3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation et son annexe
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- La décomposition du prix global et forfaitaire, annexe 1 à l'acte d'engagement
- Le bordereau des prix unitaires, annexe 2 à l'acte d'engagement
- La simulation financière, annexe 2 au Règlement de consultation
- Le questionnaire de démarche RSE, annexe 3 au Règlement de consultation

4. Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les opérateurs économiques devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip) ;
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Reader) ;
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice) ;
- Rich Text Format *.rtf ;
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer...).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

5. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

5.1.1 Situation juridique

- **Formulaire DC1 ou équivalent** : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- **Formulaire DC2 ou équivalent** : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- **Formulaire DC4 ou équivalent** : Déclaration de sous-traitance, le cas échéant
- **BEGES** : Respect de l'obligation de publication d'un bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES) *pour toute entreprise de plus de 500 salariés en métropole ou plus de 250 salariés en outre-mer* (article L229-25 du Code de l'environnement)
L'acheteur se réserve le droit d'exclure un candidat soumis à cette obligation et qui n'y satisferait pas.

5.1.2 Capacité

- **Références de service ou fournitures similaires** : Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

- **Titre d'études et titres professionnels** : Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des personnes chargées de l'exécution des prestations ;
- **Liste des moyens techniques** : Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
Le candidat décrira également le **modèle du véhicule utilitaire** disponible pour se substituer, si besoin, à celui de l'AERM (cf CCTP article 3.4.5)
- **Déclaration d'effectifs** : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- **Déclaration de chiffre d'affaires** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation

et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Service DUME :

Cette consultation est éligible au dispositif 'Service DUME' accessible sur l'url suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Par ce dispositif, les candidats postuleront à la consultation par le biais d'un DUME (Document Unique de Marché Européen). Ce DUME sera prérempli sur la base du seul numéro SIRET et permettra :

- De bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- De bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Les autres informations éventuelles devront être complétées.

Attention, les candidats devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- La **Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)**, *annexe 1 à l'Acte d'engagement*,
- Le **Bordereau des prix unitaires (BPU)**, *annexe 2 à l'Acte d'engagement*,
- La **simulation financière**, *annexe 2 au Règlement de consultation*,
- Un **mémoire technique** qui contiendra :
 - ♦ une note de compréhension du contexte et enjeux, motivation du candidat,
 - ♦ l'organisation du travail et planning d'exécution ressourcé, précisant la composition de l'équipe, ses compétences et la répartition des rôles de chacun des membres, notamment le référent du site et l'organisation de sa suppléance,

- ♦ la méthodologie proposée, présentant le mode opératoire opérationnel et les outils à mobiliser (dont l'organisation mise en œuvre pour les tournées et les astreintes), les moyens de gestion et de suivi proposés, les actions envisagées pour le respect des clauses d'exécution environnementales...)
 - ♦ un contenu type (ou sommaire détaillé) de bilans annuels, de compte-rendu de réunions mensuelles et de rapport d'intervention
- L'**attestation de visite**,
- La **note de démarche RSE (cadre de réponse fourni en annexe 3 au Règlement de consultation)**, complétée, pour les prestations confiées, précisant notamment :
- ♦ la politique liée aux déplacements (formation des personnels à l'écoconduite...)
 - ♦ les caractéristiques des véhicules utilisés pour la prestation (modèles, motorisation, émission de CO₂/km, classe ADEME)
 - ♦ les mesures mise en œuvre pour réduire les nuisances liées aux interventions,
 - ♦ les actions mises en œuvre par le candidat pour favoriser, au sein de son organisation, la lutte contre la discrimination au travail et contre les risques psychosociaux, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, les actions en matière de sécurité et qualité de vie au travail
 - ♦ les capacités et pratiques en matière d'encadrement, l'accompagnement et la formation des personnes en insertion
- Le candidat fournira également un exemple (anonymisé) et/ou un sommaire-type de la note de préconisation RSE et du bilan des engagements RSE (prévus à l'article 4.7 du CCTP)*

NB : Dans son offre, le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

6. Jugement des candidatures, des offres et attribution du marché

6.1 Jugement des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

6.2 Jugement des offres

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
<p>Prix : Définition et appréciation du critère : Ce critère est noté selon la formule de notation : Note du Prix = (Montant TTC de l'offre la plus basse / Montant TTC de l'offre examinée) x 100</p> <p><i>Le montant de l'offre sera apprécié sur la base d'un montant TTC valorisé ainsi :</i></p> <p>$P1 + [(P2_{\text{période initiale}} + P2_{\text{période de reconduction}}) / 2] + \text{montant simulation}$</p>	<p>35 %</p>
<p>Valeur technique : Définition et appréciation du critère : Critère noté sur 100 points, répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compréhension du contexte et enjeux, motivation du candidat (30 points) - Organisation du travail et planning d'exécution ressourcé, précisant la composition de l'équipe, ses compétences et la répartition des rôles de chacun des membres, l'organisation de la suppléance (30 points) - Méthodologie proposée (mode opératoire opérationnel et outils à mobiliser (dont organisation mise en œuvre pour les tournées et les astreintes, moyens de gestion et de suivi proposés, actions envisagées pour le respect des clauses d'exécution environnementales) (30 points) - Présentation et contenu des documents de reporting (10 points) 	<p>55 %</p>
<p>Démarche RSE pour les prestations liées à l'objet du marché : Critère noté sur 100 points, sur la base des réponses apportées dans la note de démarche RSE annexée, portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la politique liée aux déplacements (formation des personnels à l'écoconduite...) (20 points) - les caractéristiques des véhicules utilisés pour la prestation (modèles, motorisation, émission de CO2/km, classe ADEME) (10 points) - les mesures mises en œuvre pour réduire les nuisances liées aux interventions (10 points) - les actions mises en œuvre par le candidat pour favoriser, au sein de son organisation, la lutte contre la discrimination au travail et contre les risques psycho-sociaux, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, les actions en matière de sécurité et qualité de vie au travail (35 points) - les capacités et pratiques en matière d'encadrement, l'accompagnement et la formation des personnes en insertion (15 points) - exemple (anonymisé) et/ou sommaire-type d'une note de préconisation et d'un bilan de respect des engagements RSE (10 points) 	<p>10 %</p>

Précisions sur l'analyse des offres :

L'**appréciation de la valeur technique** conduit à une notation des offres régulières sur 100.
Après notation individuelle de chaque offre, si aucune d'entre elle n'obtient la note maximale

de 100/100, la meilleure offre technique se verra automatiquement attribuée la note maximale de 100/100. Les notes suivantes seront elles aussi revalorisées, selon une règle de 3, par référence à la meilleure note.

L'**appréciation du critère RSE** conduit à une notation des offres régulières sur 100. Après notation individuelle de chaque offre, si aucune d'entre elle n'obtient la note maximale de 100/100, la meilleure offre RSE se verra automatiquement attribuée la note maximale de 100/100. Les notes suivantes seront elles aussi revalorisées, selon une règle de 3, par référence à la meilleure note.

Note « valeur technique » éliminatoire : une note de « valeur technique » (avant revalorisation et pondération) **inférieure à 50 / 100** est éliminatoire. Dans ce cas, la proposition financière du candidat ne sera pas étudiée et son offre ne sera pas classée.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

6.3 Attribution du marché

La réglementation ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer son offre. Toutefois, **la signature de l'offre du candidat attributaire devra impérativement intervenir au plus tard à l'attribution du marché.**

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 5 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Afin de simplifier et de sécuriser les démarches administratives du titulaire, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse met gracieusement à sa disposition une plate-forme en ligne e-attestations.com qui lui permettra de déposer l'ensemble des documents administratifs préalables à la notification. Pour ce faire, le moment venu, le titulaire se verra adresser une clé d'identification pour y accéder. L'Agence n'acceptera pas d'autres mode de transmission des pièces précitées.

Par ailleurs, dans le cadre de ses **engagements en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE)**, l'Agence de l'eau Rhin-Meuse souhaite affiner l'évaluation RSE de ses tiers. Cette démarche est automatiquement réalisée, postérieurement à l'attribution du marché, via la plate-forme E-Attestations. Aussi, le titulaire pressenti sera également **invité à compléter le questionnaire de maturité de sa démarche RSE** accessible en ligne sur la plateforme.

NB : Cette démarche ne dispense pas les candidats de fournir la note RSE mentionnée à l'article « Éléments nécessaires au choix de l'offre », faute d'irrégularité de l'offre.

Seul le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir l'acte

d'engagement revêtu d'une signature, de préférence électronique, du représentant légal ayant le pouvoir d'engager la société.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur renseignera les différentes rubriques de l'acte d'engagement avant de l'adresser, non revêtu de sa signature, à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché. Celui-ci remplit alors les rubriques qui n'ont pu être renseignées par le pouvoir adjudicateur, le signe et le retourne à ce dernier.

Si l'opérateur économique se présente seul, l'acte d'engagement doit être signé par le candidat individuel.

En cas de groupement, l'acte d'engagement doit être signé :

- Soit par tous les membres du groupement, en l'absence de mandataire habilité à signer l'offre du groupement ;
- Soit par le mandataire qui a reçu mandat pour signer l'offre du groupement ; les pouvoirs émanant des autres membres du groupement doivent alors être produits en annexe de l'acte d'engagement.

En cas de sous-traitance, merci de renseigner également le DC4 (formulaire de la DAJ mise à jour la plus récente).

7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Lors du dépôt de son offre sur la plateforme de dématérialisation, le candidat devra tenir compte de la taille maximale techniquement permise de 1 Go.

Formats de fichiers acceptés :

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible avec la dernière version à jour (.doc, .xls et .ppt) ;
- Format texte universel (.rtf) ;
- Format PDF (.pdf) ;
- Formats images (.gif, .jpg et .png) ;
- Format pour les plans (.dxf et .dwg).

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des

plis, une copie de sauvegarde :

- Soit par voie électronique ;
- Soit sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ;
- Soit sur support papier ;
- Soit par voie dématérialisée (conformément aux exigences fixées dans l'annexe 8 du Code de la commande publique suite à l'arrêté du 14 avril 2023).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée par voie électronique, est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 *relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique*, ainsi que de l'arrêté du 14 avril 2023 (annexe 8 du Code de la commande publique).

La copie de sauvegarde, si elle est adressée sur support papier ou sur support physique électronique, doit être transmise sous pli scellé, comporter obligatoirement la mention : « *copie de sauvegarde* », ainsi que l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise, à l'adresse ci-dessous :

Agence de l'eau Rhin-Meuse
Direction des Achats et du Patrimoine
Chemin du Longeau
BP 30019
57160 ROZERIEULLES

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/marchespublics>

Seules les demandes adressées au moins 10 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.

ANNEXE : EXIGENCES RELATIVES AU CERTIFICAT DE SIGNATURE

Certificat de signature :

Le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Néanmoins, les candidats disposant déjà d'un certificat « RGS », celui-ci reste utilisable jusqu'au terme de sa période de validité.

- Cas 1 : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue » - Aucun justificatif à fournir

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans la liste de confiance suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne :

<https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR>

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

- Cas 2 : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance - Différents justificatifs à fournir

La plateforme de dématérialisation accepte tous les certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité (RGS) et « eIDAS ».

Le candidat s'assure par lui-même que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité défini par le Référentiel général de sécurité (RGS) ou « eIDAS », et en fournit les justificatifs dans sa réponse électronique.

Le candidat fournit également tous les éléments techniques permettant au pouvoir adjudicateur de s'assurer de la bonne validité technique du certificat utilisé.

Ainsi, le signataire doit transmettre avec sa réponse électronique les éléments suivants :

- a) tout élément permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, politique de certification, adresse du site internet du référencement de l'Autorité de

certification) ;

b) les outils techniques de vérification du certificat (chaîne de certification complète jusqu'à l'Autorité de Certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation des certificats).

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers :

La réglementation autorise le soumissionnaire à utiliser l'outil de signature de son choix.

- Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme - Aucun justificatif à fournir

La plate-forme intègre un outil de signature électronique, qui réalise des Jetons de signature au format réglementaire XAdES.

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur les signatures électroniques transmises et l'outil de signature utilisé.

- Cas 2 : Le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui intégré à la plate-forme - Différents justificatifs à fournir

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui de la plate-forme, il doit respecter les deux obligations suivantes :

a) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;

b) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Il est précisé que tous ces éléments doivent être d'accès et d'utilisation gratuits pour l'acheteur, et être accompagnés le cas échéant de notices d'utilisation claires.